

APPEL NATIONAL À RASSEMBLEMENTS 17 NOVEMBRE A 18h
devant toutes les préfectures et mairies du pays
et donc devant la préfecture de Toulouse
CONTRE LA LOI SECURITE GLOBALE

*** et contre son article 21 qui autorisera l'exploitation d'images en temps réel par les forces de police avec pour effets** : la reconnaissance faciale, la généralisation d'abus sur des citoyens ayant une activité militante connue comme les gardes à vue préventives, la fouille au corps, l'interdiction d'accès à un rassemblement ou une manifestation.

*** l'article 22 qui autorisera l'utilisation de drones lors des manifestations**, ce qui reviendra à déshumaniser entièrement la gestion du maintien de l'ordre en assimilant les groupes de cortège à des flux et non à des êtres humains.

*** l'article 24 qui interdira la diffusion d'images qui permettent l'identification de policiers et gendarmes.** Il est une remise en cause complète de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse en empêchant les journalistes de faire leur travail d'information de même qu'une atteinte à la possibilité d'observation des pratiques policières dans le cadre d'un mouvement social.

Les libertés publiques et la vie démocratique de notre pays sont très gravement menacées.

Nous, militants d'Alternatiba, XR, Gilets Jaunes, Youth for Climate, Solidaires, CNNR, Surveillons-les, CGT, Ligue des Droits de l'Homme, ATTAC, Fakir, Collectif intermittents et précaires, appelons à nous fédérer pour organiser partout sur le territoire des rassemblements déclarés devant les préfectures/sous-préfectures/mairies, au même moment, le mardi 17 novembre à 18h, premier jour de l'examen en plénière à l'assemblée nationale de la proposition de loi "sécurité globale".